

La section fédérale des retraités de la FSU d'Indre-et-Loire (SFR-FSU 37) apporte son soutien aux collègues enseignants en lutte contre la loi Blanquer.

Lundi 17 juin à l'appel des organisations syndicales SNES-FSU, SNETAP-FSU, CGT éduc'action, SUD éducation, un mot d'ordre de grève a été lancé le premier jour des épreuves du baccalauréat. Cette journée est l'aboutissement de plusieurs mois de grèves, d'actions diverses pour interpeler le ministre qui est resté sourd aux revendications et malaise des collègues concernant les réformes (en particulier la loi Blanquer) et les conditions de travail.

Cette journée contrairement aux annonces du ministère a été bien suivie, avec des chiffres pouvant aller jusqu'à 50% de grévistes dans certains établissements du département.

Les autorités ont voulu faire croire que cette grève passerait inaperçue, le ministre tente de rassurer depuis plusieurs semaines en affirmant que tout se passerait bien, se hasardant à pronostiquer un chiffre de 5% de grévistes lundi matin sur France-Inter.

Pourtant, les centres d'examen ont dû faire appel à un nombre accru de surveillants (jusqu'à 30% en plus), parfois à des personnels non enseignants, mais, ce qui nous paraît scandaleux, à des retraités volontaires recrutés pour l'ensemble des épreuves. L'administration interpellée met en avant la continuité du service public.

Ce n'est pas notre point de vue.

En tant que retraités de l'Education Nationale et des Services Publics, nous soutenons l'action de nos collègues en activité en lutte pour une école de qualité pour tous et contre des réformes menées « à la hussarde » qui risquent de se traduire par une aggravation des inégalités pour les jeunes face à la réussite scolaire.

Nous soutenons également leurs revendications de revalorisation salariale.

Fait à Tours le 18 juin 2018